

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p.2 : Les bras m'en tombent : les PDG veulent des efforts / p.3 à 6 : Place au débat : Reconquérir l'hôpital public / p.6 : International : Colombie / p.7 : Actualité sociale / p.8 : Coup de gueule : une revalorisation en trompe l'œil**

### EDITO

**Les élections législatives ont eu lieu.** La 1<sup>ère</sup> leçon que nous devons, à gauche, politiquement comme syndicalement, en retirer est que moins d'un Français sur 2 s'est exprimé dans le cadre de ce vote central. Moins d'un Français sur 2 croit en cet exercice démocratique. Moins d'un Français sur 2 espère dans les politiques proposées pour répondre à ses problèmes. Et, surtout, cette proportion augmente de manière dramatique dans les quartiers populaires qui votaient traditionnellement à gauche - ou gaulliste quand cette option existait. L'accord électoral passé à gauche dans le cadre de la Nupes a permis que Macron n'obtienne pas, seul, la majorité absolue à l'Assemblée nationale ; c'est un point non négligeable sur lequel il faudra s'appuyer. Il ne faut cependant pas le surestimer : il y a une majorité d'idées parmi les députés élus pour une politique de régression sociale ; certes Macron sera obligé de discuter, texte par texte, avec la droite LR... Gageons que ce ne sera pas pour le plus grand bénéfice de ceux qui vivent de leur travail ! On ne peut pas non plus passer sous silence le score obtenu par le RN. Un nombre important de nos compatriotes a choisi d'exprimer sa colère par le vote pour l'extrême-droite. Et Dupont-Moretti dont le nom avait été évoqué pour affronter le RN dans une circonscription du Nord, n'a pas eu peur d'envisager aujourd'hui de travailler avec lui. La gauche, quant à elle, doit se ressaisir et se réadresser au peuple en prenant en compte ses aspirations et ses préoccupations en matière d'emploi, de

salaire, de protection sociale, d'accès aux soins, d'éducation, de laïcité, de sécurité... ; c'est ainsi qu'on lutte contre le RN, pas avec des condamnations moralisantes. Lors de son intervention télévisée, Macron est apparu comme plein de rancœur mais prenant en compte cette situation. Il reconnaît « *qu'aucune force politique ne peut aujourd'hui faire les lois seules.* », et que « *la plupart des dirigeants reçus ont exclu l'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale.* ». Quelle surprise ! A gauche, on a pu juger sur pièces lors de son 1<sup>er</sup> mandat ; à droite on est divisé sur la tactique à employer même si le projet macroniste satisfait sur le fond. Cependant Macron met les points sur les i : son appel à « *sortir des querelles et des postures politiciennes* » dans un « *dépassement nécessaire* » aura comme base « *la cohérence du projet choisi en avril dernier* » (sous-entendu lors de son élection). **Nous voilà prévenus. Le cadre est posé. Le programme est inchangé. Le refus de celui-ci devra donc d'abord trouver son opposition dans la résistance sociale.**

Et il y aura à faire. Derrière les emphases de Macron sur les « *mesures d'urgence* », le « *pouvoir d'achat* », le « *plein emploi* », des « *choix forts* », des « *réformes ambitieuses* », le « *plus de richesses* », « *le chemin de la réussite collective* »... se profilent déjà les politiques de demain. Et elles sont insignifiantes, méprisantes ou dangereuses.

**Parlons donc du pouvoir d'achat.** Pas de

véritable revalorisation du SMIC ; 3,5% pour les fonctionnaires là où 10% ne rattraperaient pas la perte du mandat précédent, festival de mesurette : aumône ponctuelle de 100€ aux plus pauvres seulement, histoire de provoquer contre eux la rancœur des smicards (diviser pour régner !) ; hausse des APL et - en même temps bien sûr - des loyers de 3,5% (bilan : perte sèche en moyenne de 25€ mensuels), maintien à 1% du taux du livret A (quel mépris pour cette épargne populaire), et à quand les bons alimentaires pour les plus défavorisés tandis que tous verront le prix du panier hebdomadaire de courses exploser ?

Au prétexte de la guerre en Ukraine, l'inflation est de plus de 5% pour les 6 premiers mois de 2022. Les prix de l'alimentaire subissent une forte hausse depuis quelques mois et rien ne permet de penser que cela va s'améliorer. Les tarifs des produits agricoles ont bondi de 31 % en l'espace d'un an (avant la guerre en Ukraine) et on peut donc penser que la flambée de l'alimentaire n'est pas terminée. Dans ce contexte international et inflationniste, l'énergie a augmenté fortement : 84 % pour les combustibles liquides, 43 % pour le gazole, 41,3 % pour le gaz naturel... L'ouverture à la concurrence a affaibli notre principal producteur national : un quart de la production nucléaire d'EDF est réservée, à prix coûtant, aux fournisseurs alternatifs d'énergie. Les salariés d'EDF travaillent donc en partie pour la concurrence, laquelle ne crée pas d'emplois, refuse le risque industriel et profite du marché, sur le dos des usagers.

**Autre préoccupation des Français : l'hôpital public.** Comme nous l'avions dit,

la prime Ségur de 183€ n'a pas été attribué à tous les agents. Et 'est de toutes façons bien loin d'être une véritable revalorisation, pas le moins du monde une reconnaissance de la compétence et de l'utilité proclamée de ces métiers. Résultat, non seulement les jeunes n'aspirent plus s'engager dans ces filières (les IFSI ne remplissent plus leurs classes) mais ceux qui sont en place essaient par tous les moyens de quitter leur poste. Cercle vicieux : L'hôpital se vide de ses compétences, donc on supprime encore plus de lits, jusqu'aux services d'urgences ; le travail devient encore plus contraignant et fait fuir les soignants... La solution de Macron ? Une « mission flash » confiée à celui qui est devenu le ministre de la santé, François Braun, pape de la version libérale de l'hôpital !

**Evoquons l'école publique.** Blanquer lui avait affligé une purge financière qui remettait en cause l'accès de tous à un enseignement de qualité. N'Diaye continue dans cette voie en y ajoutant sa remise en cause de l'universalisme. Il s'en prend également aux enseignants, parmi les plus mal payés de l'Union européenne. Le niveau d'exigence de nos écoles devient tellement ridicule que le bac français vient de perdre son équivalence en Suisse et que la France vient encore de dégringoler au classement PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis). Qui s'en tire ? Ceux qui peuvent payer des écoles privées. Qui subit ? Les autres... mais il en est encore, à gauche, qui s'obstinent à cacher cette tragédie, ce sacrifice de notre jeunesse. Voilà donc l'avenir qui nous attend si nous restons passifs. **Résistance sociale !**

Marinette BACHE

## LES BRAS M'EN TOMBENT !

Un effort mais pas pour tout le monde

Par Aure ANDRE



Les présidents d'EdF, Engie et TotalEnergies viennent de publier une tribune dans laquelle ils appellent les Français à un « effort immédiat, collectif et massif », ceci alors qu'un quart de nos compatriotes a déjà eu des difficultés à payer ses factures d'énergie en 2021. Gardons le pire pour le PDG de TotalEnergies qui a augmenté son salaire de 52%, soit 5,9 millions € annuels, affiché un résultat net de 16 milliards d'euros et versé 8 milliards de dividendes à ses actionnaires !

# PLACE AU DEBAT



## RECONQUERIR L'HOPITAL PUBLIC

Par Jean Claude CHAILLEY

« Il va y avoir des morts ! »

C'est l'alerte lancée le 7 juin par l'inter-orga (1) lors des manifestations unitaires du 7 juin.

### L'hôpital public, notre système de santé, en train d'imploser.

*Le Parisien 20 mai* : « Alerte générale aux urgences. Fermetures de nuit, « délestages » sur d'autres hôpitaux, accès filtrés par les Samu... Faute de soignants, au moins 120 services d'urgences ont été forcés de limiter leur activité ou s'y préparent (sur 640), selon Samu-Urgences de France »

*La Nouvelle République* : « en Indre 30 000 habitants n'ont pas de médecin ». Il manque aussi de spécialistes dans pratiquement toutes les disciplines.

Dans les grandes villes aussi : Bordeaux, Toulouse, Grenoble, « urgences de Créteil (AP-HP). Pour la première fois, ils n'arrivent pas à remplir les lignes de gardes... ». *Dr François Braun, SAMU*

#### Quelques données

**OCDE 2021 : Dépenses santé par habitant en 2019** (parité de pouvoir d'achat) : **France 12<sup>ème</sup> / 38**, partiellement corrigé par le Ségur de la santé.

**Capacité de lits en soins intensifs** : Allemagne (2017) 33,9 / 100 000 habitants. France 16,3 (2018),

**Densité standardisée moyenne de généralistes**. Début 2000 : **173 pour 100 000 habitants**. 2021 : **139**, soit une diminution de 20 % en 20 ans.

**France 26<sup>ème</sup> en nombre de médecins / habitant ; 12<sup>ème</sup> en nombre d'infirmiers / habitant**

**France 10<sup>ème</sup> en espérance de vie à la naissance.**

#### La situation des urgences :

**1996 : 10,1 millions de passages ; 2019 : 21,2 millions.**

**Cour des comptes, 2019** : « un **sous-effectif** médical générateur de tension dans un nombre croissant d'établissements », une **profonde modification des modes d'exercice, avec plus des trois-quarts des médecins travaillant à temps partiel**, des « **difficultés de recrutement de personnels médicaux** », « une hausse exponentielle du recours à l'**intérim** », « un **besoin supplémentaire d'ETP – Equivalent Temps Plein - d'urgentistes de l'ordre de 20 %** ».

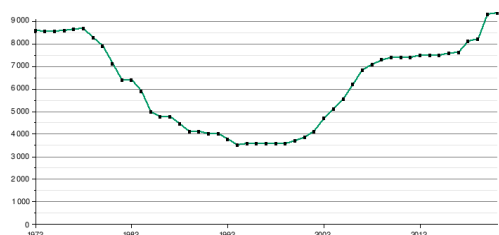
### COMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ?

**La crise de l'hôpital, du système de santé, sont la conséquence de choix politiques, choix qui se sont accélérés depuis une vingtaine d'années.**

#### La sacro-sainte « politique de l'offre »

**1971 : le numerus clausus, qui a été poursuivi pratiquement 50 ans: en diminuant le nombre de médecins, on réduit l'offre de soins, donc l'accès aux soins, donc on fera des économies.**

Il y a un léger desserrement, très insuffisant par rapport aux besoins.



Depuis 1971 : augmentation de la population de 30 %, allongement de l'espérance de vie, les jeunes médecins ne veulent plus des journées sans fin. Pour remplacer un généraliste qui part à la retraite il en faudrait presque 2

**Le drame des urgences, des déserts médicaux, dans cette courbe depuis 1972 !**

## La « mission flash » du Dr Braun, devenu ministre de la santé

**Après le forfait patient urgences pour dissuader les plus démunis, le gouvernement ajoute le tri des patients, consacre la fermeture de services, le remplacement de médecins urgentistes par un binôme infirmier-ambulancier.**

« **Il va y avoir de la casse** » Pr Rémi Salomon, AP-HP, président de la Conférence nationale des présidents des Commissions médicale d'établissement des CHU de France. France culture 2/7/2022

« Le rapport flash sur les urgences valide la **fermeture des services d'urgence la nuit**. Bref, la fin du service public ouvert 24h sur 24, c'est-à-dire **un Etat qui abandonne la population avec comme conséquence des morts évitables** ». Christophe Prudhomme

### Politique de privatisation.

**Le « service public hospitalier » est-il un vrai service public ?**

En 1967 De Gaulle impose ses ordonnances, 1<sup>ère</sup> attaque majeure contre la Sécurité sociale. Puis la loi Pompidou – Chaban-Delmas du 31 décembre 1970 crée « le service public hospitalier » assuré :

1° Par les établissements publics de santé ;

2° Par des établissements de santé privés.

► **Il ne s'agit pas d'un service public au sens français classique du terme**, mais de missions de service public qui peuvent être assurées par le privé lucratif. C'est ce que le droit européen appellera un SIEG, Service d'Intérêt Economique Général.

► **La privatisation se développe via les multinationales**. La filiale française du groupe australien **Ramsay** est leader avec près de 130 établissements, un chiffre d'affaires **de 4 milliards, en progression rapide, 6000 médecins libéraux**. Il est suivi par **Elsan**, 120 établissements, 6500 médecins libéraux, ...

Des groupes comme **Orpéa et Korian** étendent leurs activités vers la santé

► **Chirurgie privée**. Site officiel Vie publique : **en 2019 « les cliniques privées effectuent 63% de la chirurgie ambulatoire (cataracte, arthroscopie...), les actes plus complexes et plus longs sont réalisés dans les établissements publics** (soins de longue durée et psychiatrie). **Les hôpitaux se chargent aussi des urgences : des blocs opératoires spécifiques à l'urgence y sont disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7** ». **Ils réalisent 88% des IVG** ».

→ **La chirurgie privée, avec force dépassements d'honoraires (867 M € de dépassements d'honoraires en 2015 -France assos santé-) tue la chirurgie publique, l'hôpital public.**

**Le réquisitoire de l'Académie de médecine contre la financiarisation :**

« **Radiologie, la financiarisation de tous les dangers...** risques avérés de perte d'autonomie décisionnelle, et d'orientation de l'activité **vers des examens rentables**, simples et modélisés **aux dépens de l'urgence**. Ils peuvent porter **atteinte au libre choix des patients**, ... **compromet l'indépendance des professionnels**, ... peut, enfin, affecter la propriété même des données des patients ». **Un réquisitoire qui a valeur générale !**

### « L'hôpital : entreprise » et sous tutelle budgétaire.

**Une mutation est en cours, sur le modèle des Etats Unis, ce qui se reflète même dans le vocabulaire repris des McKinsey et autres : New public management, bed manager, bundle payment** (forfaitisation, notamment de maladies chroniques), ...

► **1996 ordonnances Juppé : création des PLFSS** (projets de loi de financement de la Sécurité sociale), **ONDAM** (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie), **ONDAM hospitalier**. **Elles se situent dans le cadre des « critères de Maastricht »** : il s'agit de réduire la partie des dépenses financées par l'impôt ou la cotisation sociale (« charge » dans le vocabulaire patronal, terme officiel de la comptabilité nationale). En parallèle les franchises, déremboursement se multiplient, les tarifs des complémentaires augmentent.

- ▶ **Au lieu de partir des besoins de santé** (la Sécurité sociale c'est « à chacun selon ses besoins »), **on part d'une enveloppe budgétaire à respecter, parfaitement antinomique de la conception du service public.**
- ▶ **« Gouvernance » de plus en plus autoritaire. Les médecins** (CME, Commissions Médicales d'Établissements), **les élus, sont marginalisés ; les syndicats de salariés sont méprisés.**
- ▶ **Des outils de prévision et de contrôle sont mis en place : CPOM** (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens), **EPRD** (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses), **T2A** (Tarification A l'Activité), reporting sur « l'atteinte de la cible d'activité », PRS (Projets Régionaux de Santé) élaborés dans l'opacité, ...

### **La T2A, gaspillage humain et financier :**

**S'il est normal de bien gérer les fonds publics, le processus mis en place entraîne un double gaspillage : il prend trop de temps de soignant, génère une course aux actes sans que les effectifs suivent, et de loin. Il génère burn out, arrêts de travail, démissions, recours à des intérim... Les soignants « ne supportent plus la maltraitance des patients induite ». Ce gaspillage de moyens humains entraîne un gaspillage monétaire**

- ▶ **Au fil des années le respect du plafonnement des dépenses se fait de plus en plus contraignant : Comité d'alerte des dépenses d'assurance maladie en 2004, règle d'or obligeant à l'équilibre votée le 19 juillet 2021**
- ▶ **Les gouvernements obligent les hôpitaux à s'endetter, y compris par des « emprunts toxiques »**

### **La concurrence public – privé, parfaitement faussée en faveur du privé**

**On nous dit qu'il y a convergence tarifaire public- privé, donc qu'ils sont à égalité, voire que le privé (qui a porté plainte) serait défavorisé.**

- ▶ **Exemple : Le financement par le tarif d'une chambre individuelle :**  
**Tarif d'une chambre dans un hôpital de l'AP-HP en 2019 : 50 € classique / 70 € confort supérieur (on déplore une différenciation).**

**Tarif clinique Geoffroy Saint Hilaire, Paris Vème, groupe Ramsay: 170 jusqu'à 450 €.**

**Tarif hôpital privé Armand Brillard, Groupe Ramsay, Val de Marne: 135 à 299 €.**

- ▶ **Tout le monde recherche la proximité.** Lorsqu'une **clinique privée s'installe**, elle a souvent un **quasi-monopole**, d'autant que les complémentaires mutualisent une bonne partie des dépenses supplémentaires.
- ▶ **Les dépassements d'honoraires.**

## **RECONQUÉRIR L'HOPITAL PUBLIC**

**Il faut changer de politique. Les innombrables luttes locales avec les syndicats, les associations, les élus qui le veulent bien, sont nécessaires. Elles limitent les dégâts, obtiennent parfois des résultats. Mais elles ne suffisent pas. Globalement on se heurte à la mise en œuvre la politique nationale autoritaire via les LFSS, les ARS (Agences Régionales de Santé, qui appliquent la politique gouvernementale). Il faut changer de politique. La France avait le meilleur système de santé du monde. Elle peut le reconquérir !**

### **Il y a des moyens d'action immédiats**

Le fait qu'il faut 10 ans pour former un médecin ne saurait continuer à justifier l'inaction, ni à continuer d'instaurer une médecine à plusieurs vitesses, et maintenant le tri des patients.

- ▶ **Rémunérer l'ensemble des professionnels à hauteur de leur qualification, de la pénibilité, des contraintes (travail de nuit,...) ; respecter le droit du travail, notamment les horaires maxi ; négocier avec les organisations syndicales au lieu de les mépriser.**
- ▶ **Dégager du temps médical, faire revenir et titulariser des dizaines de milliers de professionnels.**

- ▶ **Se donner les moyens d'augmenter considérablement le numerus clausus. Il ne faut pas 10 ans pour former une infirmière ou une aide-soignante...mais beaucoup trop démissionnent, gâchis humain comme financier. Il faut 100 000 embauches à l'hôpital public, 200 000 en EHPAD, 100 000 dans les services d'aide à domicile.**
- ▶ **Interdire les dépassements d'honoraires.**
- ▶ **Reprendre la totalité de la dette des hôpitaux et ne pas en créer de nouvelles.**
- ▶ **D'éventuelles négociations sur la pénibilité ne doivent pas servir de prétexte à retarder l'âge de la retraite. La réforme Macron – MEDEF – UE doit être abandonnée. Ça fait aussi partie de « l'attractivité ».**
- ▶ **Stopper les fermetures, réorganisations, suppressions de lits. Rouvrir lorsque nécessaire. Ouvrir des centres de santé.**
- ▶ **Supprimer la T2A. Le PLFSS 2023, dont l'ONDAM, doit être à la hauteur des besoins.**

### **LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE, ELLE DOIT ETRE SORTIE DU PRIVE LUCRATIF**

- ▶ **Les valeurs du service public et la « valeur » du privé**
  - **Les valeurs du service public sont égalité, neutralité, continuité, adaptabilité. Toutes et tous ont droit à un accès de proximité, égal, de haute qualité, sur tout le territoire.**
  - **La « valeur » du privé lucratif, c'est prioritairement la valeur pour l'actionnaire. La recherche du profit maximal entraîne inéluctablement une santé à plusieurs vitesses, en fonction des moyens des patients, des installations en zones rentables, des actes rentables, laissant le reste au secteur public, entraînant des restructurations sans fin dont on voit le résultat.**
- ▶ **La volonté de créer les conditions pour que le privé étende sa part de marché implique l'autoritarisme, le refus de toute démocratie sanitaire.**
- ▶ **La santé n'est pas une marchandise, elle doit être sortie du privé lucratif.**
- ▶ **La santé a un cout ; c'est à la fois un investissement et un choix de civilisation.**
- ▶ **Contre l'étatisation autoritaire des 30 dernières années, souvent imposée comme la CSG par 49-3, ou comme les PLFSS par ordonnances, il faut reconquérir la Sécurité**
- ▶ **sociale, revenir à ses fondamentaux « à chacun selon ses besoins ».**

(1) l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), les fédérations santé et action sociale de la CGT, CFE-CGC et de SUD, les collectifs Inter-blocs, Inter-hôpitaux, Inter-Urgences, le Printemps de la psychiatrie et la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

## **INTERNATIONAL**

### **COLOMBIE – Election présidentielle**

Le candidat socialiste Gustavo Petro est devenu le dimanche 19 juin le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, avec 50,45 % des voix. Bien qu'il ait obtenu 40% des voix, au 1<sup>er</sup> tour -avec un taux de 46% d'abstention- rien n'était joué. L'extrême droite classique (23%) s'était ralliée à l'extrême droite «trumpiste» (28%) pour essayer de gagner au 2<sup>nd</sup> tour. Petro était pré-candidat commun des partis Colombia Humana, de l'Union patriotique et du Parti communiste lors de la consultation interpartis, tenue le 13 mars dernier, pour élire un candidat unique de gauche. Il a été désigné avec 80,5 % des suffrages.

Son programme propose une réforme agraire destinée à rendre sa productivité à 15 millions d'hectares de terres pour mettre fin au «narco-latifundisme», l'arrêt de toute nouvelle exploration pétrolière pour mettre fin à la dépendance du pays aux industries extractives et des combustibles fossiles, des investissements dans l'éducation publique et la recherche, des infrastructures pour l'accès à l'eau ainsi que le développement du réseau ferroviaire, une réforme fiscale et une réforme du système de santé, lequel est largement privatisé. Petro a déclaré que la poursuite du néolibéralisme colombien finira par « détruire le pays » et a proposé une augmentation des impôts pour les Colombiens les plus riches. Le parlement élu en mars reste, lui, majoritairement à droite.

# ACTUALITE SOCIALE



## Où va le service public ferroviaire ?

Par Laurent BRUN, syndicaliste cheminot

Des journalistes m'interrogent sur l'appréciation de la CGT Cheminots concernant les départs en vacances. Le service public ferroviaire est malade, et les médecins imaginaires du gouvernement préconisent de nouvelles saignées pour la SNCF !

Nous sommes inquiets pour la maintenance des trains. Il n'y a pas de réserve de matériel, la moindre défaillance détruit le service (plan de transport adapté à Ouigo vitesse classique par manque de rames, suppression de plusieurs dizaines de TGV la semaine dernière, pta dans le TER grand-est parce qu'on a été obligé de radier 13 rames sur lesquelles on a découvert de l'amiante, etc...). En +, les effectifs ont été trop diminués pour pouvoir faire face aux besoins d'entretien et de réparations, sans compter les démissions qui fragilisent les collectifs de travail (la suppression du statut conduit les cheminots ayant les compétences les plus rares – électrotechniciens, climaticiens... - à aller voir ailleurs). Sur ce dernier sujet, la direction SNCF a imposé un délai préalable à la démission de 3 mois au lieu d'1 mais ça ne suffit pas à éviter les pénuries de compétences. D'autant que le recrutement est lui aussi fragilisé par la disparition du statut et la faiblesse des salaires.

Nous sommes inquiets pour la maintenance de la voie. L'état de nos infrastructures se dégrade par manque d'investissement du gouvernement et avec les grosses chaleurs il y a une multiplication des risques de pannes de signalisations ou de chute des caténaires. Nous faisons 1000km de renouvellement de voie il y a 5 ans. C'était insuffisant. Nous en ferons 762 cette année et ça va baisser l'année prochaine (comme il faut les objectifs financiers fixés par l'Etat, on baissera les investissements en proportion de l'inflation !!!). A l'entretien de la voie nous avons les mêmes problèmes d'effectifs que dans les autres services. Ex : il faut 2 ans pour former un cateneriste mais il sera payé 1300€ net par mois donc évidemment ça coince. La direction invente des primes mais ça ne suffit pas.

Nous sommes inquiets pour les usagers en gare, car il y a eu tellement de fermetures que le temps d'attente pourrait dépasser les 1h30 dans les grandes gares. C'est ce que nous avons vu l'année dernière et la situation a empiré. En cas d'incident cela pourrait provoquer de gros problèmes : les trains sont supprimés et les usagers s'agglutinent en gare en attendant une solution, mais s'il n'y a personne pour les informer et leur trouver une solution de remplacement c'est le chaos. Il reste moins de 3000 agents de vente dans toute la France. A comparer avec les millions de voyageurs que nous allons acheminer chaque jour pendant les vacances.

Et puis il y a le manque de personnel généralisé. C'est ce qui conduit aux conflits à répétition depuis plusieurs mois (dernièrement chez les agents circulation) et aux débrayages des agents de conduite en région parisienne ces derniers jours. Nous entrons dans la période des congés. Il y a des protocoles qui limitent les droits des cheminots pour que l'on puisse continuer à faire rouler les trains. Mais on manque tellement d'emplois que ceux qui restent vivent un enfer, donc ils craquent.

Pour finir, il y a la question des prix. Avec le *yield management*, moins il y a de places disponibles plus elles sont chères. Donc quand on supprime des TGV, ils sont tous pleins et c'est le banco. Allons-nous voir des Paris-Lyon à 160€ ? Et comme tout le monde suit cette règle, les Ouigo, les Blabla Bus et autres concurrents sont au même tarif dans les périodes de pointe. Le système libéral est magique : c'est quand les usagers ont le plus besoin du train qu'il devient inaccessible !

Bref. La CGT considère que les départs en vacances vont être durs. Croisons les doigts pour qu'il ne fasse pas trop chaud. Et préparons-nous à la rentrée pour nous battre pour le renouveau du service public, il en a bien besoin !

# COUP DE GUEULE



## Une revalorisation en trompe l'oeil

Par Pierre KERDRAON

Après 10 ans de gel, le gouvernement vient enfin de décider d'une revalorisation du point d'indice des fonctionnaires. On pourrait s'en réjouir. Sauf que cette augmentation n'est que de 3,5 % soit en dessous du niveau de l'inflation (au moins de + 5 % et sans doute encore davantage d'ici la fin de l'année). Résultat : les fonctionnaires vont encore perdre du pouvoir d'achat. Pour rappel les fonctionnaires ont déjà perdu 17,4 % de pouvoir d'achat depuis 2010 et 44 % depuis 1981 !

Après ça comment s'étonner que les postes mis au concours qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation par exemple ne trouve pas preneurs ?

Ainsi de nombreux postes d'enseignants n'ont pu être pourvus cette année. Comment en irait-il autrement alors qu'avec au minimum un bac+5, les titulaires du CAPES ne gagnent que 5% au-dessus du SMIC... Ainsi il n'y a eu que 557 admis au CAPES de maths, alors qu'il y avait au départ un peu plus de 1000 postes mis au concours. Et, compte-tenu de l'inflation, et bien que le point d'indice vienne d'augmenter, un certifié débutant en septembre 2022 aura un revenu en euros constants inférieur d'environ 2% à un certifié débutant en septembre 2021 !

S'agissant du CAPES remarquons l'introduction d'une épreuve de « républicanisme ». Avoir des enseignants pleinement républicains qui s'en plaindraient ? Encore faut-il pour cela que les enseignants sachent vraiment ce qu'on attend d'eux et leur donner des instructions claires et surtout, surtout, les soutenir quand ils rencontrent des problèmes. Ce qui n'est pas du tout le cas actuellement de l'administration de l'Éducation nationale. Avoir le courage d'un Samuel Paty ça ne s'improvise pas.

De fait la question du salaire chez les fonctionnaires et plus généralement chez les agents dotés d'un statut renvoie plus généralement au mépris dont ils sont l'objet de la part d'un certain nombre de politiques.

Chacun est pourtant bien content quand son gamin décroche le baccalauréat ou que les agents d'EDF réparent les dégâts causés par les intempéries.

L'un des objectifs de Macron à travers sa réforme des retraites c'est de se débarrasser des statuts spéciaux qui permettent notamment à certains salariés de partir plus tôt en retraite. Sauf que, on le voit à la SNCF par exemple, les cheminots privés de l'espoir d'une retraite anticipée, contrepartie de salaires plus bas et d'horaires parfois atypiques, préfèrent quitter l'entreprise pour chercher un travail plus rémunérateur et moins contraignant dans le privé.

Il n'y a pas de miracle : si on veut une école qui fonctionne, des urgences hospitalières capables de recevoir tous les malades qui en ont besoin, alors il faut y mettre le prix. Des salaires décents, une vraie reconnaissance du rôle qu'ils jouent dans la société et il sera possible de répondre aux besoins de la collectivité.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel :

[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)